

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-quasi-faillite-EDF-veut-nationaliser-le>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°82 > **En quasi-faillite, EDF veut nationaliser le nucléaire... et privatiser les renouvelables**

8 septembre 2020

En quasi-faillite, EDF veut nationaliser le nucléaire... et privatiser les renouvelables

Ce mardi (28 mai), le comité de la stratégie d'EDF étudie le projet de scission du groupe en deux entités : une, nationalisée, pour le nucléaire et l'hydraulique, une autre, privatisée, pour les autres activités. Une manœuvre de la dernière chance pour sauver l'atome, qui inquiète économistes, ONG et salariés.

Nationaliser les risques et privatiser les profits ? C'est le projet que s'apprête à examiner le comité de la stratégie du conseil d'administration d'EDF ce mardi 28 mai. Selon les révélations du Parisien en avril, le groupe, détenu à 83,7 % par l'État, pourrait être scindé en deux entités distinctes. La première regrouperait la production d'électricité nucléaire en France et sa commercialisation sur le marché de gros, ainsi que les productions thermique et hydraulique. Elle serait progressivement nationalisée. La seconde entité rassemblerait toutes les filiales : EDF Renouvelables, pour le solaire et l'éolien, Dalkia, pour la biomasse et la géothermie, Enedis, pour la distribution, etc. Cette entité serait progressivement ouverte aux capitaux privés.

Selon le journaliste Marc Endeweld, auteur du livre *Le grand manipulateur* (éd. Stock, 2019), l'Élysée travaille sur ce projet *"depuis l'automne 2017, dans la plus grande discrétion"*. *"Dès 2015, [le banquier d'affaires Jean-Marie] Messier influence Macron sur ce dossier. L'actuel chef de l'État déclarait d'ailleurs lors d'une audition à l'Assemblée nationale en mars 2016 que "le statut d'objet coté du nucléaire français [n'était] pas satisfaisant", et qu'une évolution pourrait consister à "rompre le lien entre les activités dans le domaine du nucléaire en France et le reste du groupe" "*, lit-on dans l'ouvrage (p. 287).

Contacté par Reporterre, le ministère de la Transition écologique et solidaire s'est contenté d'indiquer qu'*"à la demande du président de la République, dans le cadre de la PPE [programmation pluriannuelle de l'énergie], EDF a été invité à proposer une nouvelle structure, plus adaptée aux enjeux de la transition énergétique. Les travaux se poursuivent et le groupe remettra avant la fin de l'année sa proposition au gouvernement."* L'Élysée a annoncé à Reporterre qu'il ne ferait *"pas de commentaire pour le moment"*, Bercy a répondu qu'il ne pouvait encore rien dire et l'Agence des participations de l'État n'a pas davantage répondu à nos questions, arguant que *"rien n'est encore*

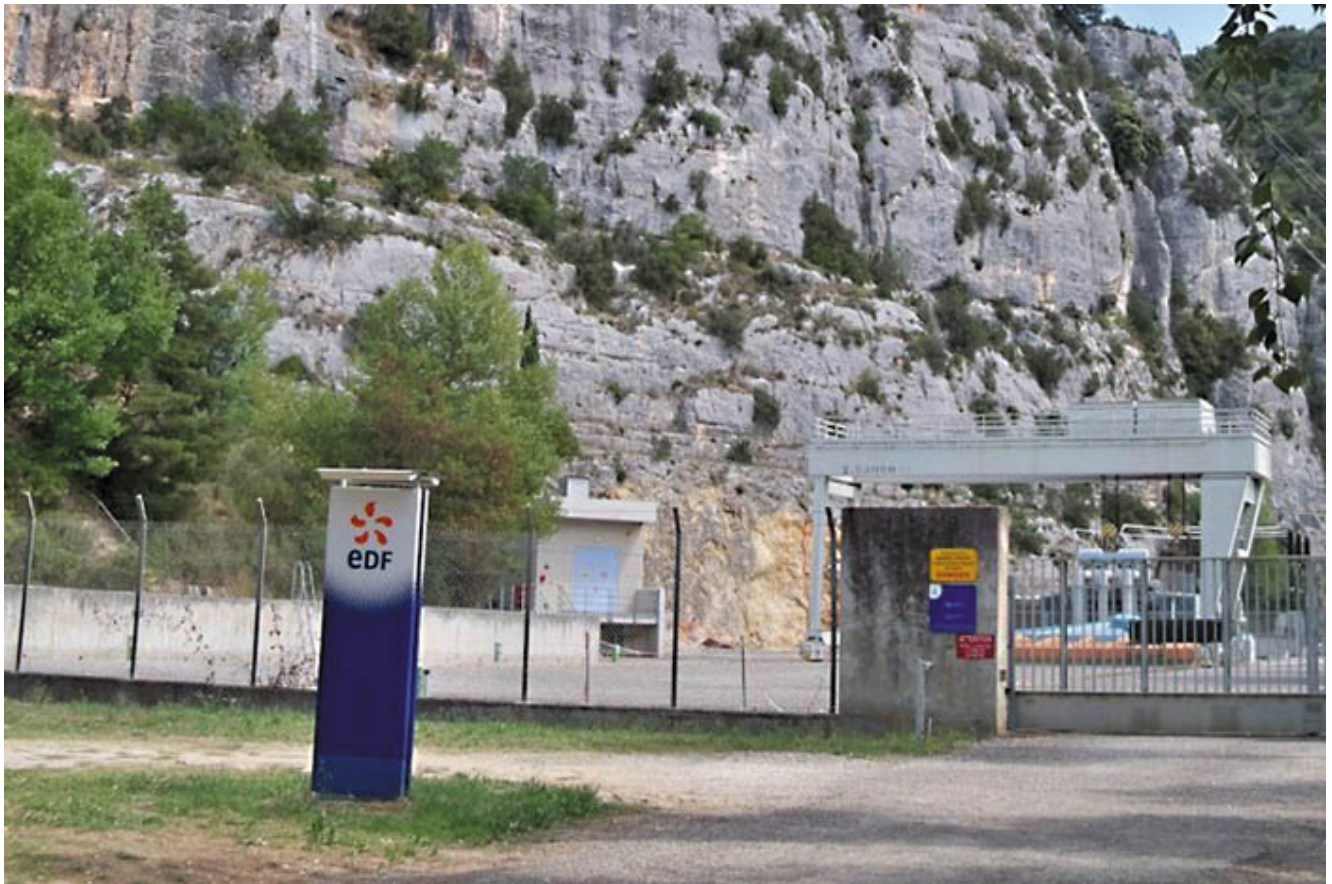
arrêté à ce stade”.



Dans une interview accordée au Figaro jeudi 16 mai, le PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy indique qu'«*aucun schéma n'est arrêté, même si nous resserrons le champ des possibles. Fin 2019, je ferai donc des propositions rationnelles, détaillées et partagées avec toutes les parties prenantes*». Il évoque la possibilité de «*dissocier les activités de production centralisée du reste du groupe avec deux bilans à l'intérieur d'un seul groupe qui restera intégré*».

Les contribuables à la rescousse du nucléaire ?

La préparation de cette opération s'inscrit dans un contexte financier critique pour EDF. Entre 2019 et 2025, la moitié des 58 réacteurs nucléaires français atteindra l'âge de 40 ans. Pour continuer à fonctionner, ils devront être rénovés et mis aux normes post-Fukushima. Évaluation du coût de ce «*grand carénage*», environ 55 milliards d'euros d'ici à 2025 selon EDF, 100 milliards d'euros d'ici à 2030 selon le rapport 2016 de la Cour des comptes. À ces coûts s'ajoutent ceux du chantier de l'EPR de Flamanville, qui atteignent aujourd'hui près de 12 milliards d'euros au lieu des trois prévus, et ceux de l'EPR d'Hinkley Point, en Grande-Bretagne.



Actuellement, EDF n'a pas les moyens de faire face à toutes ces dépenses. Fin 2018, son endettement financier net s'élevait à 33,4 milliards d'euros, pour un bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (EBITDA) de 15,3 milliards d'euros. *“La dette brute, un chiffre qu'on ne peut pas trafiquer, s'élève à 69 milliards d'euros, précise Alix Mazounie, de Greenpeace. Et EDF a vendu tous les bijoux de famille qu'il pouvait sans arriver à l'éponger, seulement à la stabiliser. Le free cash flow [flux de trésorerie disponible, qui sert à l'entreprise à mettre en place de nouveaux investissements, à verser les dividendes et à réduire les dettes] a été négatif onze années d'affilée, jusqu'en 2018. Si EDF ne s'est pas retrouvé en faillite chronique, c'est grâce au soutien de l'État. Ce dernier a déjà recapitalisé l'entreprise en 2017 ; mais selon les règles européennes, ce renflouement ne peut pas se faire sans une restructuration.”*

En effet, pour Maxime Combes, économiste à Attac, cette scission est *“l'aboutissement de la financiarisation du secteur de l'énergie, voulue et organisée par Bruxelles depuis les directives de la fin des années 1990. Laquelle consiste à isoler les parties les plus soumises à risques externes — le nucléaire dans cet exemple —, et à s'assurer que tout ce qui peut être valorisé sur les marchés financiers — les autres activités, fourniture, énergies renouvelables, etc. — le soit.”*



Le fait que le nucléaire échappe à la privatisation en dit long sur son état de décrépitude. *“Bruxelles sait très bien qu’il est strictement impossible d’exiger du gouvernement français qu’il vende des centrales nucléaires en fin de vie à des investisseurs privés qui ne sont pas du tout intéressés, analyse l’économiste d’Attac. En plaçant le nucléaire dans une entité publique à part, l’État reconnaît que la filière pose problème mais affirme aussi que son maintien n’est pas négociable. Comme il ne sait pas comment réagiront les marchés financiers quand la situation du nucléaire deviendra encore plus compliquée, il la leur soustrait.”* Et choisit de la financer lui-même, *“soit par les ressources propres d’EDF, ce qui supposerait une augmentation régulière des tarifs de l’électricité nucléaire ; soit en faisant appel à des banques publiques comme la CDC [Caisse des dépôts et consignations] autant de financements pris sur d’autres programmes comme la transition énergétique”.*

“Emmanuel Macron est aux mains du lobby nucléaire”

C’est donc la prolongation du programme nucléaire qui est en jeu. Le projet de Programmation pluriannuelle de l’énergie ne s’engage pas sur la construction d’EPR en France et repousse la décision à mi-2021.

Mais le PDG d’EDF veut y croire. Et pour André Marquet, ex-ingénieur de recherche à EDF et membre de l’association Global Chance, *“Emmanuel Macron est aux mains du lobby nucléaire. Il s’est coulé dans le costume de ceux qui défendent les grandes réalisations, les champions nationaux. Idéologiquement, il n’est pas favorable aux nationalisations ; mais dans le cas d’EDF, sans financement par l’État, comment relancer la grande aventure du nucléaire en France ? Sans tenir compte, évidemment, des déchets radioactifs, du risque d’un accident qui coûterait a minima 400 milliards d’euros, etc.”*

Les questions restent nombreuses. Comment va être répartie la dette et qui va la payer ? Qu’advient-il de l’Arenh (Accès régulé à l’électricité nucléaire historique), un dispositif qui impose à EDF de vendre à ses concurrents 100 térawhattheures de son électricité nucléaire à un prix fixe de 42 euros/ mégawattheure ?

En tout cas, le projet de scission, et notamment l'ouverture de l'entité regroupant les filiales aux capitaux privés, inquiète les agents EDF, très attachés au caractère intégré du groupe. *“À la création du groupe, tous les salariés devaient être au statut. Mais depuis quelques années, EDF n'a eu de cesse de créer des filiales où ils ne l'accordent plus, comme celle des énergies renouvelables, s'alarme Jérôme Schmitt, secrétaire national du syndicat Sud Énergie et technicien à la centrale nucléaire de Dampierre. Avec, à terme, un risque pour la qualité du service rendu. “Heureusement, ils pensent nationaliser aussi le grand hydraulique. Avec ces barrages, EDF rend de nombreux services gratuitement : source d'eau froide de dernier recours pour les centrales nucléaires, mise en sécurité des habitants aval, source d'eau potable, tourisme... Imaginez-vous un groupe privé en faire autant ?”*

Pour Anne Debrégeas, elle aussi membre de Sud Énergie et chercheuse au centre d'étude de l'équilibre entre l'offre et la demande à EDF, cette libéralisation est une catastrophe. *“En 2000, nous étions 2.700 au service recherche et développement d'EDF ; aujourd'hui, nous ne sommes plus que 1.900. Au fur et à mesure de l'entrée de capitaux privés, le groupe se désinvestit des recherches sur l'efficacité énergétique au profit de programmes pour valoriser ses activités. Alors que la transition énergétique pose d'énormes enjeux de recherche !”* Sans parler d'effets contre-productifs de la multiplication des acteurs sur le réseau. *“On a ouvert à la concurrence le secteur de l'énergie, qui n'est pas du tout adapté pour ça. Nos études montrent que pour éviter le déséquilibre entre l'offre et la demande d'électricité, qui peut entraîner un black-out en quelques minutes, il est bien plus efficace et meilleur marché d'avoir un acteur intégré qui organise une complémentarité très fine entre les moyens de production, plutôt que des acteurs aux intérêts concurrents coordonnés par un marché.”*

Émilie Massemin (Reporterre)

Article initialement paru sur le site Reporterre le 28 mai 2019 et publié ici en Creative Commons.
www.reporterre.net